



Les Togolais ont davantage foi en leur pouvoir de faire avancer la lutte contre la corruption

Dépêche No. 245, Afrobaromètre | Armelle Grondin

Résumé

Au Togo, la corruption est l'un des facteurs majeurs compromettant la lutte contre la pauvreté, selon la Banque Mondiale (2018). Étant donné les effets néfastes de la corruption sur le développement économique, le gouvernement togolais a mis en place la Haute Autorité de Prévention et de Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HAPLCIA) en avril 2017.

Malgré les initiatives du gouvernement, les résultats sur le terrain semblent mettre du temps à se faire voir. On peut ainsi constater que le Togo a perdu 10 places dans le classement de Transparency International (2018) entre 2014 et 2017, passant de la 107ème à la 117ème place. Ce classement attribue à 180 pays un indice de perception par des experts de la corruption dans le pays.

Les citoyens togolais semblent être d'accord. Selon le plus récent sondage d'opinions d'Afrobaromètre, les Togolais trouvent que la corruption est très présente dans leurs institutions publiques, surtout chez les membres du gouvernement, les policiers, et les juges et magistrats. Au-delà du niveau institutionnel, la corruption se retrouve également dans les pratiques quotidiennes, à travers l'utilisation de pots-de-vin pour accéder aux services publics, entre autres.

Malgré l'impact négatif de la corruption sur l'économie et une perception grandissante de celle-ci au sein des institutions et services publics au Togo, beaucoup de défis restent à relever dans la lutte contre ce fléau. Parmi ceux-ci, les Togolais mentionnent, la peur des représailles en cas de signalement des actes de corruption et également le doute de faire réagir les autorités compétentes en cas de signalement. Toutefois, malgré ces obstacles, les Togolais ont, en majorité, foi en leur propre pouvoir de lutter contre la corruption.

Bien au-delà des constats faits, la disponibilité de ces données permet de voir qu'il est nécessaire de mettre en place des réponses institutionnelles impliquant plus les Togolais afin qu'ils puissent prendre à bras le corps cette problématique et ainsi faire reculer la corruption aussi bien au niveau institutionnel que dans leur vie de tous les jours.

L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes en Afrique. Six séries d'enquêtes ont été conduites dans jusqu'à 37 pays africains entre 1999 et 2015, et le Round 7 s'achève en 2018. Afrobaromètre réalise des entretiens face-à-face dans la langue choisie par les répondants avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobaromètre au Togo, dirigé par le Centre de Recherche et de Sondage d'Opinions (CROP), a interviewé 1,200 adultes togolais en novembre 2017. Un échantillon de

cette taille donne des résultats au niveau pays avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées au Togo en 2012 et 2014.

Résultats clés

- Près de sept Togolais sur 10 (68%) désapprouvent la performance gouvernementale dans la lutte contre la corruption.
- La proportion des Togolais à penser que la corruption a augmenté pendant l'année précédente (57%) est en hausse par rapport à la proportion en 2014 (40%).
- La proportion des Togolais qui pensent que « tous » ou « la plupart » des officiels gouvernementaux, judiciaires, et religieux sont corrompus a augmenté par rapport à 2014. Les juges et magistrats, les policiers, et les membres du gouvernement sont perçus comme les groupes les plus corrompus.
- Environ le tiers de Togolais ayant eu affaire avec certains services publics pendant l'année passée affirment avoir payé des pots-de-vin pour obtenir des services d'eau, d'assainissement, ou d'électricité du gouvernement (33%) et pour éviter des difficultés avec la police (31%).
- Les trois-quarts de Togolais (76%) craignent des représailles s'ils signalent un acte de corruption auprès des autorités. Et en cas de signalement, 62% pensent qu'il n'est « pas très probable », voire « pas du tout probable », que quelqu'un réagisse.
- La majorité (60%) de Togolais ont tout de même foi en le pouvoir des citoyens ordinaires à lutter contre la corruption, une plus grande proportion de la population qu'en 2014 (53%).

Les Togolais sont insatisfaits des initiatives du gouvernement contre la corruption

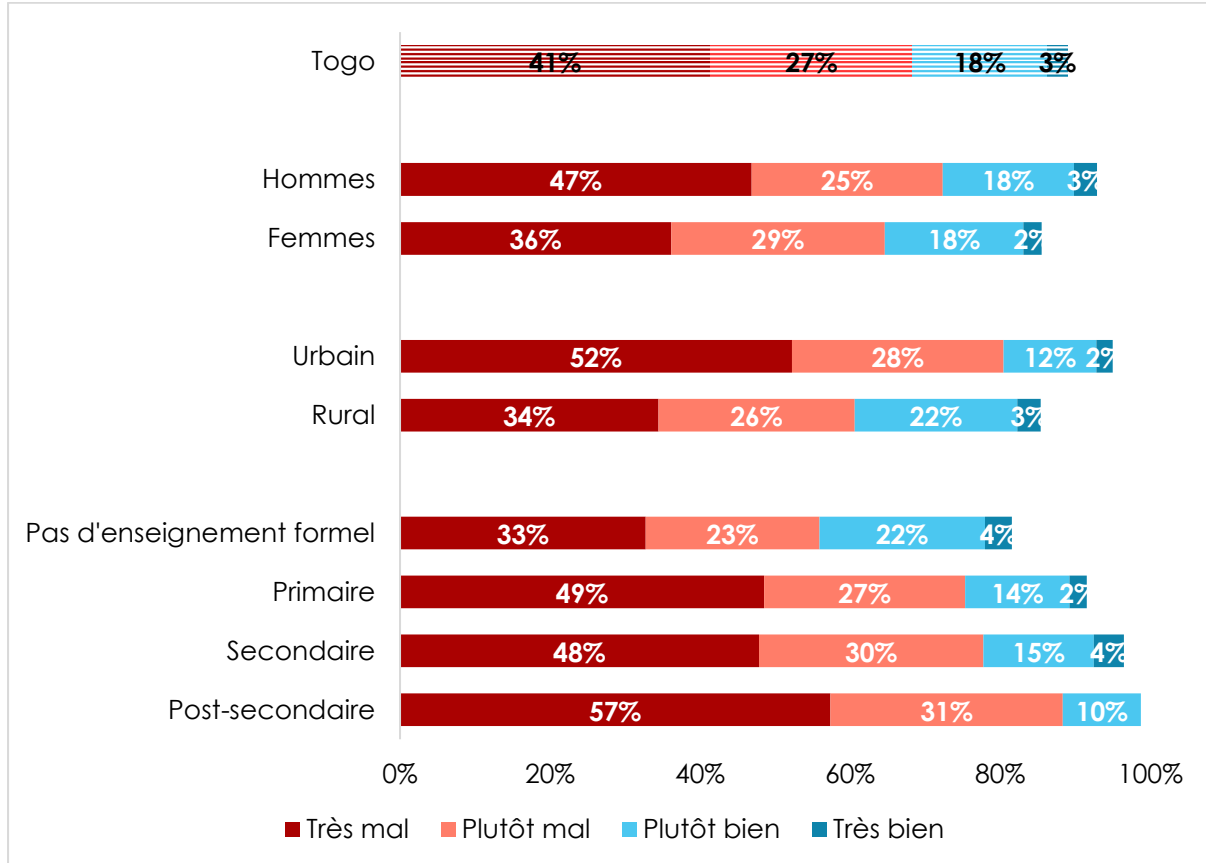
D'après le dernier sondage d'Afrobaromètre, deux-tiers (68%) des Togolais pensent que la politique de lutte contre la corruption du gouvernement est inefficace, dont 41% pensent que le gouvernement répond « très mal » au problème de la corruption au sein de l'administration publique (Figure 1).

Cette mauvaise opinion de la performance du gouvernement se retrouve plus fortement chez les hommes, qui répondent « plutôt mal » ou « très mal » à 72%, que chez les femmes (64%). Elle est également beaucoup plus présente parmi la population urbaine (80%) que rurale (60%). Le niveau d'insatisfaction augmente avec le niveau d'éducation, de 58% des personnes sans enseignement formel jusqu'à 86% chez ceux ayant des qualifications post-secondaires.

Le niveau d'insatisfaction de la population (68%) est à la hausse en 2017 après avoir légèrement baissé entre 2012 (66%) et 2014 (61%).

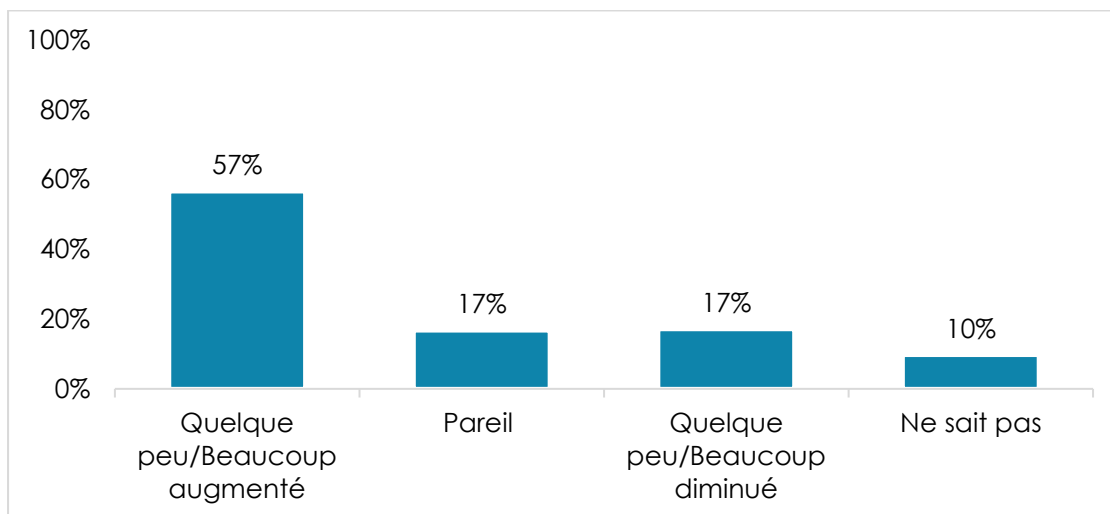
Pour cause, les Togolais sont 57% à penser que la corruption a augmenté au cours des 12 mois précédant l'enquête, alors qu'en début d'année le gouvernement avait renforcé ses mesures anti-corruption à travers la création de la HAPLCIA. De plus, le niveau de corruption perçue par la population a augmenté depuis 2014, lorsque seulement 40% des Togolais avaient constaté que la corruption avait augmenté au cours de l'année précédente (Figure 2).

Figure 1: La satisfaction vis-à-vis de la lutte du gouvernement contre la corruption
 | par sexe, milieu, et niveau d'éducation | 2017



Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Lutte contre la corruption au sein de l'administration publique?

Figure 2: Niveau de la corruption | Togo | 2017



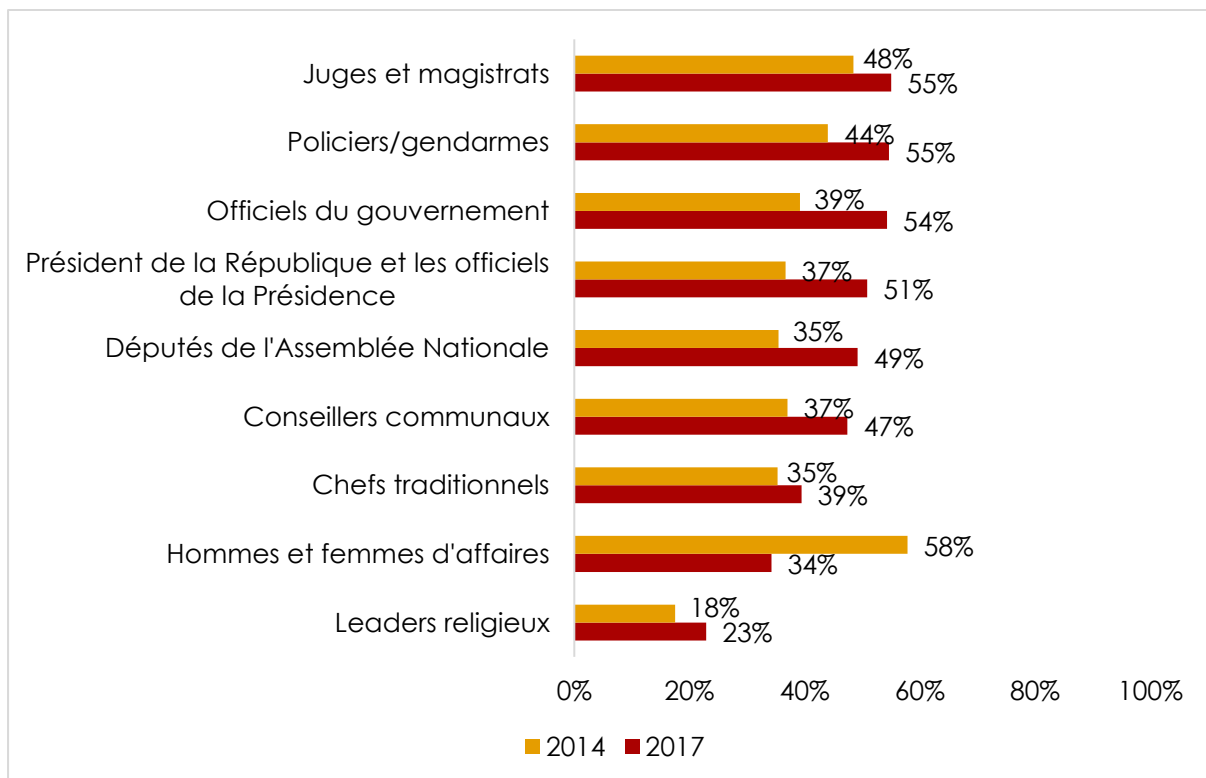
Question posée aux répondants: A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée?

Corruption croissante au sein des institutions publiques

Les Togolais perçoivent cette hausse de la corruption au niveau institutionnel. En effet, on observe une croissance, par rapport à 2014, de la part de personnes disant que « tous » ou « la plupart » des membres de groupes gouvernementaux, judiciaires, et religieux sont corrompus (Figure 3). Concernant les membres du gouvernement, le taux de Togolais pensant que « tous » ou « la plupart » d'entre eux sont impliqués dans des actes de corruption est passé de 39% en 2014 à 54% en 2017. Pour les policiers, ce taux a augmenté de 11 points de pourcentage, et pour les juges et magistrats, il a augmenté de 6 points de pourcentage. Seul le groupe des hommes ou femmes d'affaires a connu une amélioration dans l'opinion publique togolaise. La part des Togolais disant que « tous » ou « la plupart » d'entre eux sont corrompus est passé de 58% en 2014 à 34% en 2017.

Les membres du gouvernement, les policiers, et les juges et magistrats sont perçus comme les plus corrompus par les Togolais, tandis que les leaders religieux sont perçus comme les moins corrompus. Ces derniers constituent le seul groupe pour qui plus de 10% des Togolais pensent qu'« aucun » d'entre eux n'est impliqué dans des actes de corruption.

Figure 3: La corruption des institutions publiques | Togo | 2014-2017



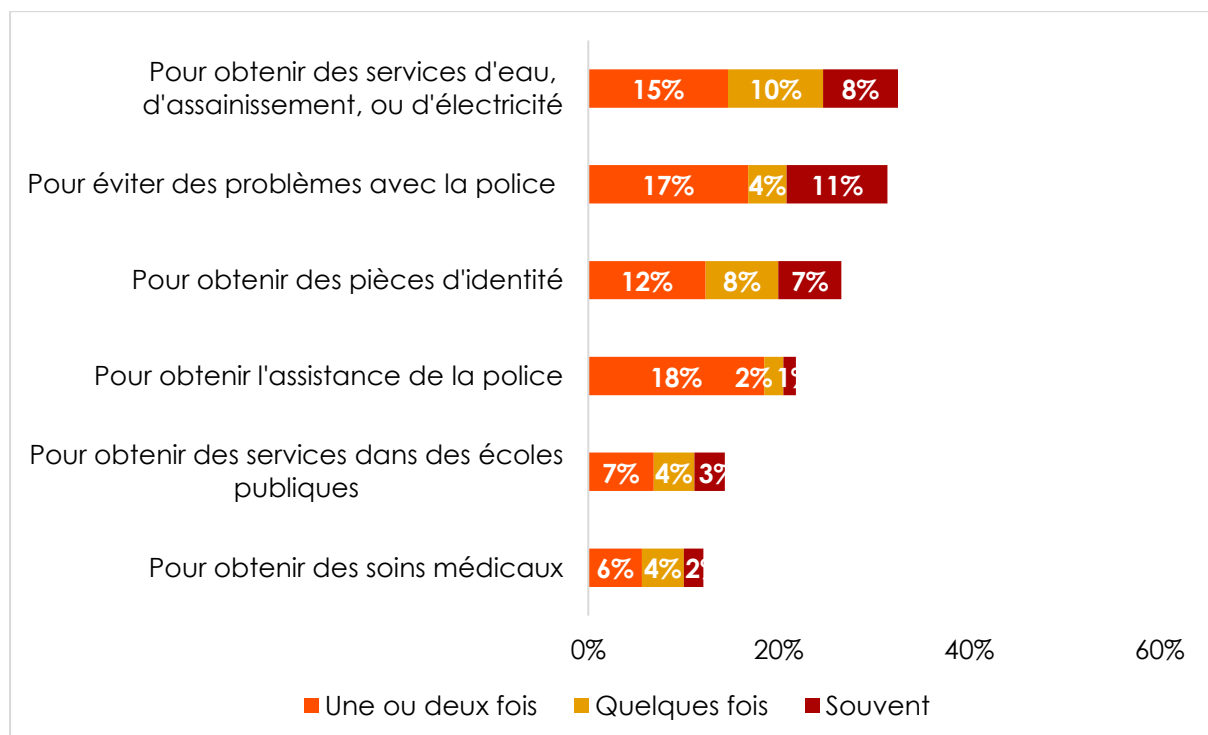
Questions posées aux répondants: Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas assez entendu pour donner votre opinion? (% qui disent « la plupart » ou « tous »)

Des pratiques corrompues dans la vie quotidienne

Si les Togolais perçoivent une forte corruption au sein de leurs institutions publiques, ils sont également confrontés à des pratiques corrompues de façon régulière. Au sein de la population, peu de Togolais disent avoir dû recourir aux pots-de-vin pour obtenir des documents officiels ou services. En effet, la proportion de la population ne dépasse pas les

10%. Cependant, ce faible taux s'explique par une majorité des Togolais disant n'ayant jamais eu recours aux services publics pendant l'année précédente. Ainsi, en prenant seulement en compte ceux qui ont utilisé ces services, la proportion de ceux ayant dû recourir aux pots-de-vin est beaucoup plus élevée. Les deux situations où le plus grand nombre de Togolais – environ un sur trois – admettent avoir donné des pots-de-vin au moins une fois sont en cas d'obtention de services d'eau, d'assainissement, ou d'électricité du gouvernement (33%) et en cas de contrôles par la police (31%) (Figure 4). Environ un sur neuf admettent l'avoir fait pour obtenir des services dans les écoles publiques (14%) et des soins médicaux (12%).

Figure 4: Fréquence de l'utilisation de pots-de-vin pour l'accès aux services publics | Togo | 2017



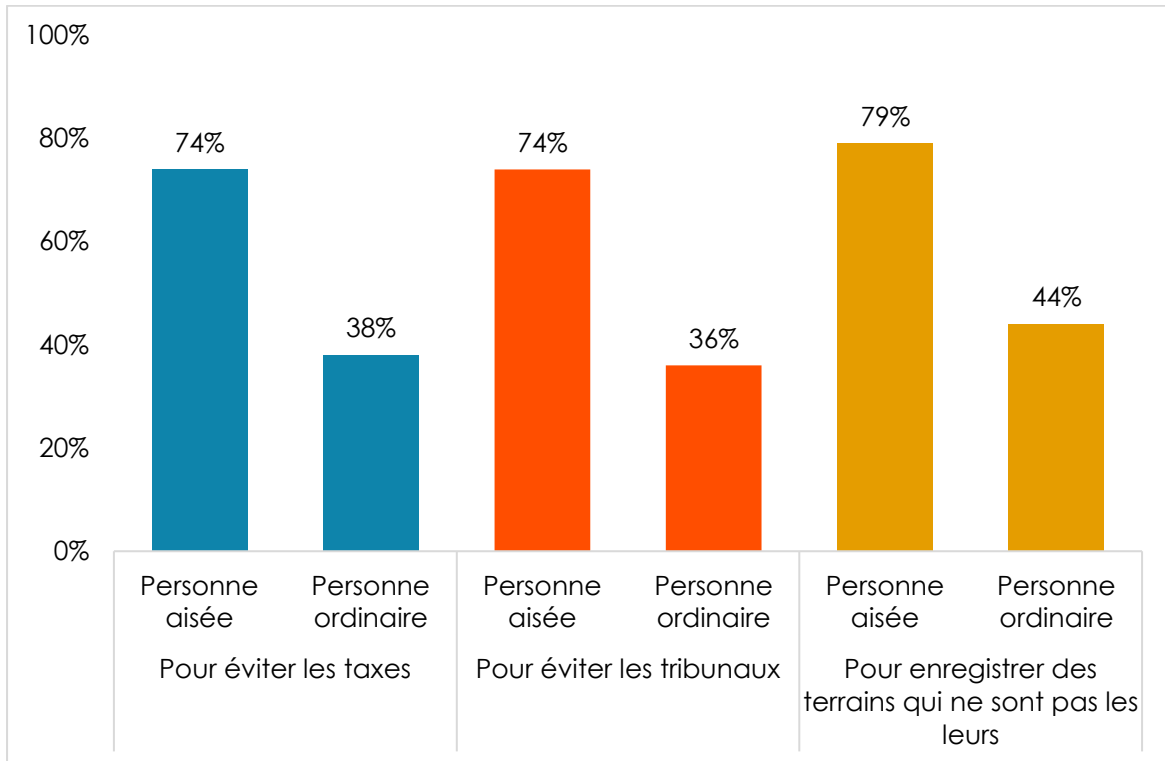
Questions posées aux répondants qui affirment avoir eu affaire à certains services publics pendant les 12 mois précédents: Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur:

- A un agent de gouvernement afin d'obtenir les services d'eau, d'assainissement, ou d'électricité dont vous aviez besoin?
- A un agent de police afin d'éviter des difficultés lors d'une rencontre?
- A un agent de gouvernement afin d'obtenir le document dont vous aviez besoin?
- A un agent de police afin d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin?
- A un agent de santé, ou un employé de la clinique ou de l'hôpital, afin d'obtenir les soins médicaux dont vous aviez besoin?
- A un enseignant ou dirigeant d'école afin d'obtenir ce dont vous aviez besoin de ces écoles?

(NB: Les répondants qui n'ont pas eu affaire à ces services publics pendant les 12 mois précédents sont exclus.)

En général, les Togolais pensent qu'il est plus probable que les personnes aisées puissent recourir à des pratiques corrompues que les personnes ordinaires pour éviter de payer leurs impôts (74% contre 38%), de se présenter devant le tribunal (74% contre 36%), ou pour faire enregistrer un terrain qui ne leur appartient pas (79% vs. 44%) (Figure 5).

Figure 5: Versement de pots-de-vin par les riches et par les gens ordinaires | Togo
 | 2017



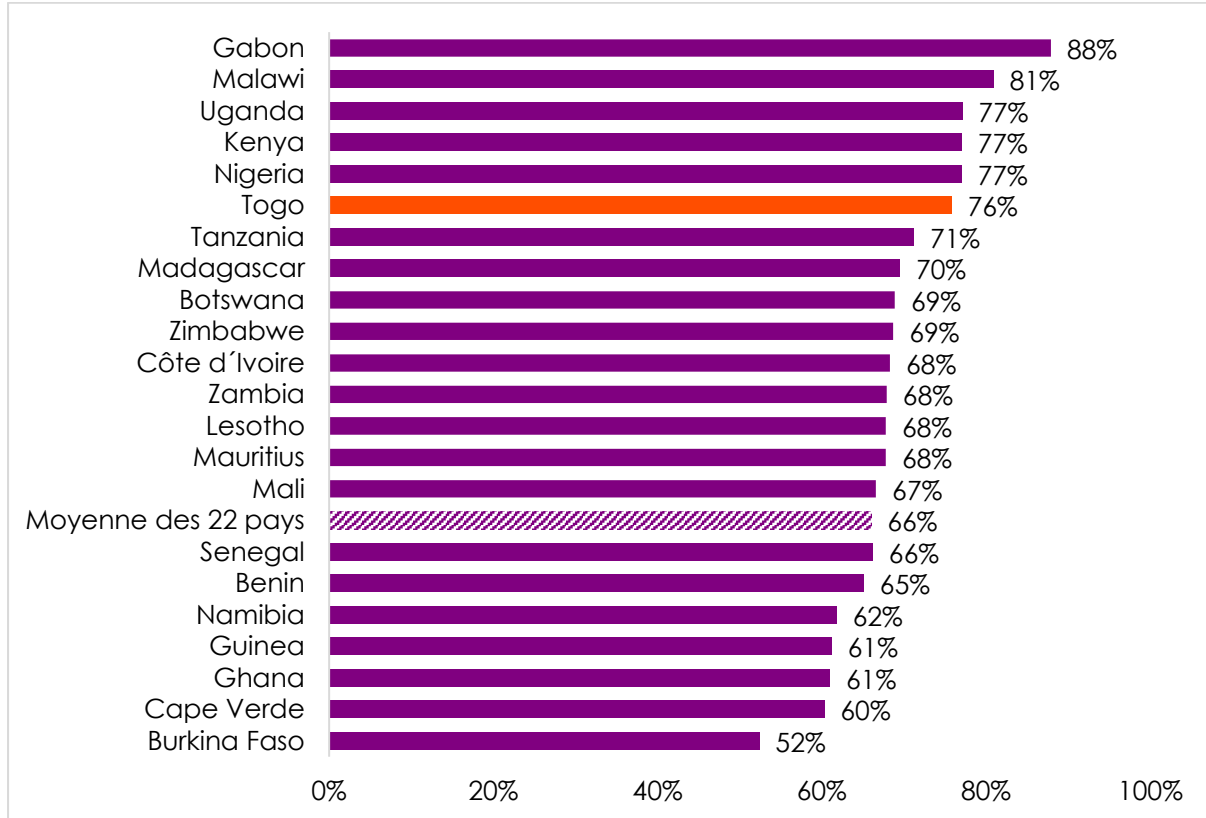
Questions posées aux répondants: Dans ce pays, quelle est la probabilité pour qu'une personne ordinaire/aisée puisse donner des pots-de-vin ou se servir de ses contacts personnels pour: Éviter de s'acquitter des taxes à lui imposées par le gouvernement? Éviter de se présenter devant les tribunaux? Faire enregistrer une parcelle de terrain qui ne lui appartient pas?

Des obstacles à la lutte contre la corruption

Malgré la conscience des Togolais de l'ampleur du problème de la corruption, la lutte contre celle-ci semble rester difficile. Un premier obstacle au signalement d'actes de corruption est la crainte de représailles: Trois-quarts (76%) des Togolais affirment que les citoyens risquent des représailles ou autres conséquences négatives. En comparaison à 21 autres pays du réseau Afrobaromètre, ce taux est supérieur à la moyenne (66%) et aux autres pays francophones d'Afrique de l'Ouest comme le Sénégal (66%) et la Côte d'Ivoire (68%). Dans la sous-région, c'est seul au Gabon (88%) qu'il y a un taux plus élevé qu'au Togo des gens qui craignent des représailles s'ils signalement des actes de corruption (Figure 6).

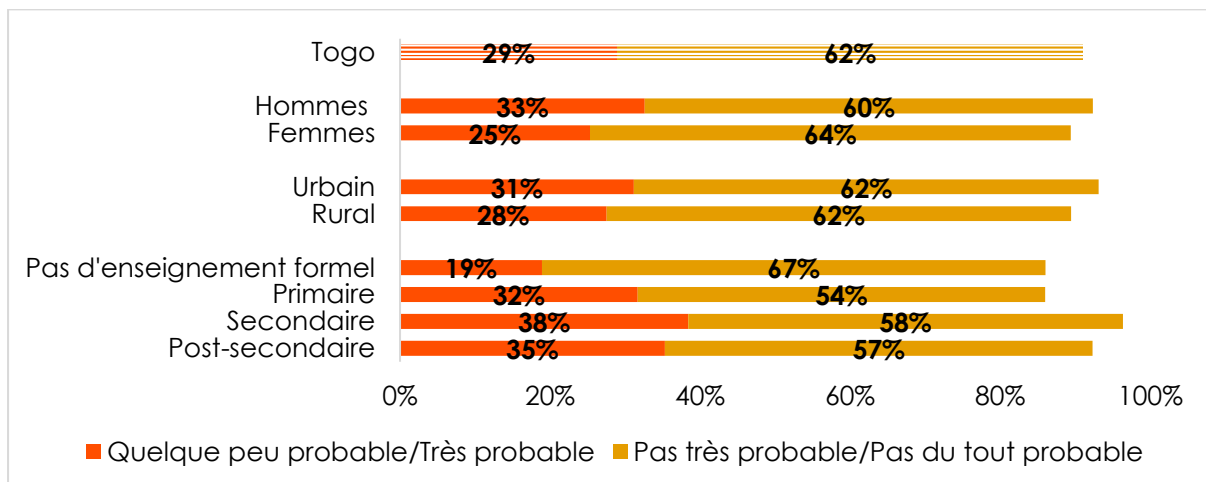
Même s'ils amassent le courage de signaler un acte de corruption, beaucoup doutent que cela fasse réagir quelqu'un au niveau institutionnel, ce qui constitue un second obstacle majeur. En effet, les Togolais sont 62% à penser qu'il n'est pas très probable, voire pas du tout probable, qu'un employé d'une mairie ou préfecture réagissent suite à un signalement d'acte de corruption. Ce sont autant les ruraux (62%) que les urbains (62%), les femmes (64%) que les hommes (60%) qui soutiennent cette opinion. Ceux n'ayant pas d'enseignement formel (67%) sont plus enclins de douter une réaction officielle que ceux d'autres niveaux d'éducation (54% à 57%) (Figure 7).

Figure 6: Risques de représailles en cas de signalement d'actes de corruption
 | 22 pays | 2016/2018



Question posée aux répondants: Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent? (% qui disent « risquent des représailles ou d'autres conséquences négatives »)

Figure 7: Probabilité de faire réagir quelqu'un en cas de signalement d'un acte de corruption | Togo | 2017

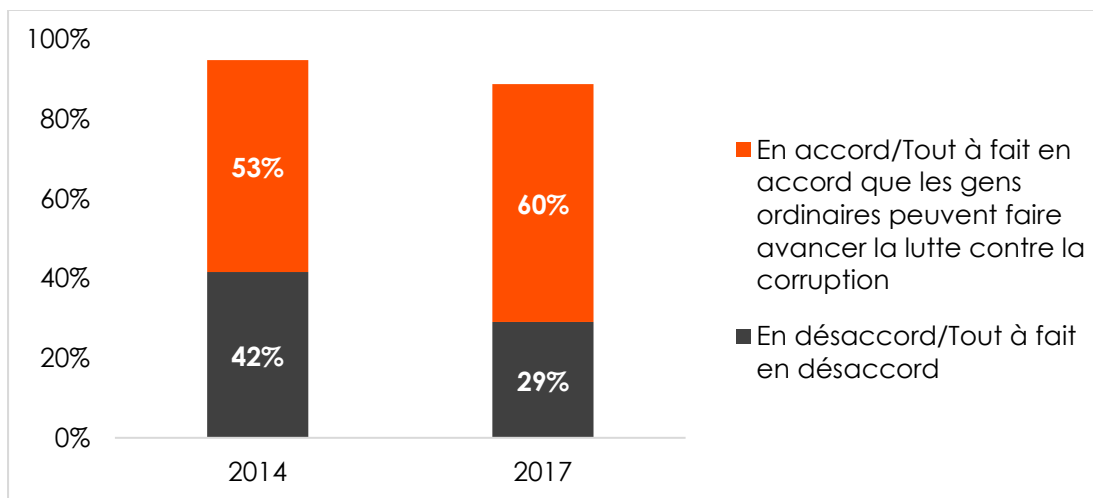


Question posée aux répondants: Quelle est la probabilité que vous arriviez à faire réagir quelqu'un si vous alliez dans une mairie ou préfecture pour signaler un acte de corruption tel que le mauvais usage des fonds ou la réclamation de pots-de-vin par des agents du gouvernement ou de la police ou le personnel d'appui dans les écoles ou les hôpitaux?

Le rôle majeur des citoyens dans l'endiguement de la corruption

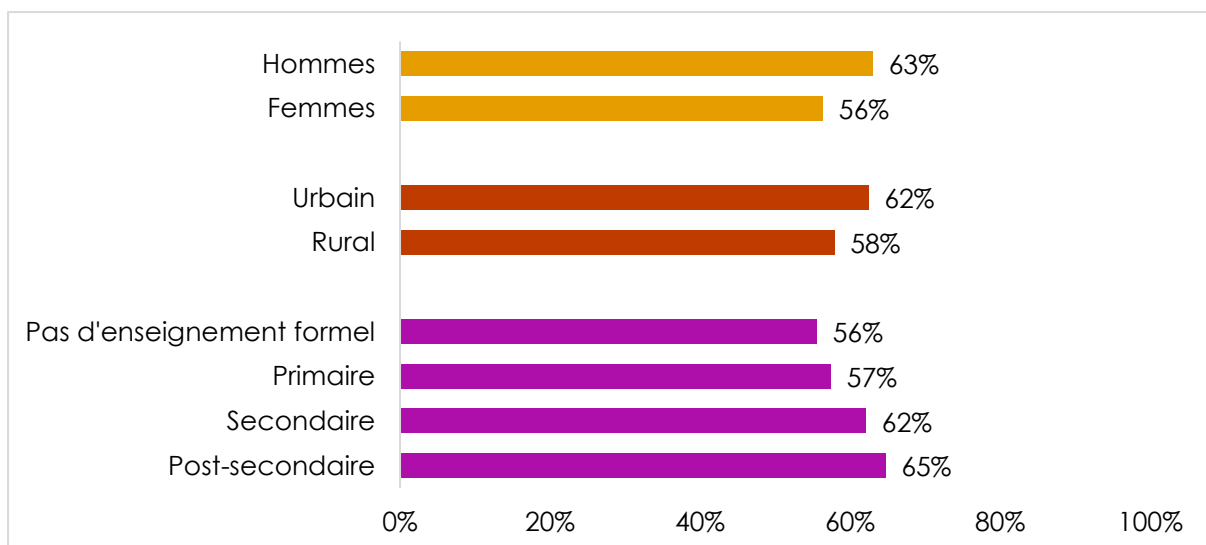
Malgré ces obstacles, beaucoup de Togolais pensent néanmoins que les citoyens ordinaires peuvent faire avancer la lutte contre la corruption. Ainsi, 60% des Togolais sont d'accord, voire tout à fait d'accord, avec cette affirmation. Au contraire, seulement 29% de personnes sont en désaccord, soit 13 points de pourcentage de moins qu'en 2014 (Figure 8). Les hommes (63%) sont davantage à être d'accord que les femmes (56%) et les urbains (63%) que les ruraux (58%). La part de personnes à être d'accord augmente également avec le niveau d'éducation (Figure 9).

Figure 8: Le rôle des citoyens dans l'avancement de la lutte contre la corruption
 | Togo | 2017



Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec cette affirmation: Les citoyens ordinaires peuvent faire avancer la lutte contre la corruption?

Figure 9: Le rôle des citoyens dans l'avancement de la lutte contre la corruption
 | par sexe, milieu, et niveau d'éducation | 2017



Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec cette affirmation: Les citoyens ordinaires peuvent faire avancer la lutte contre la corruption? (% qui disent « en accord » ou « tout à fait en accord »)

Conclusion

En 2017, les initiatives gouvernementales de lutte contre la corruption n'ont, semble-t-il, pas été satisfaisantes pour faire reculer une perception de corruption dans les institutions de l'état auprès de la population togolaise, malgré la mise en place d'un organe spécialisé dans cette lutte. Beaucoup pensent que la corruption s'est accrue au cours de l'année, avec des ramifications visibles tant dans les institutions et services publiques que dans la vie courante.

Si les Togolais sont nombreux à croire en leur pouvoir de faire avancer la lutte contre la corruption, de nombreux obstacles persistent au rang desquels la peur de représailles et le doute de réponses institutionnelles lors de signalements. Face à ces difficultés qui pourraient décourager les citoyens d'agir, il faut multiplier les avenues pour faciliter la dénonciation des actes de corruption. Une manière d'encourager la transparence pourrait passer par la garantie de l'anonymat de dénonciateurs ou lanceurs d'alerte, le soutien du gouvernement aux organisations non-gouvernementales opérant dans le secteur de la lutte contre la corruption, la promotion de l'accès à l'information par les citoyens, et la promotion de la liberté de la presse.

Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez visiter notre outil
d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

Banque Mondiale. (2018). Combating corruption.

<http://www.worldbank.org/en/topic/governance/brief/anti-corruption>.

Transparency International. (2018) Indice de perception de la corruption 2017.

https://www.transparency.org/news/feature/corruption_perceptions_index_2017.

Armelle Grondin est étudiante à l'Université de Stanford, en Californie aux États-Unis et stagiaire au Centre de Recherche et de Sondage d'Opinions (CROP). Email: agrondin@stanford.edu.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Le Round 7 d'Afrobaromètre a reçu le soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Fondations Open Society, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, du Département d'Etat des États-Unis, de l'Agence américain pour le développement international (USAID) via l'Institut américain de la paix (USIP), du National Endowment for Democracy, et de Transparency International.

Les donations aident Afrobaromètre à donner la parole aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contactez Aba Kittoe (akittoe@afrobarometer.org) pour discuter d'un financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 245 Afrobaromètre | 25 octobre 2018